

Ecrit par le 3 février 2026

La crème dessert Mont Blanc s'offre le Ventoux pour son centenaire



La célèbre marque de crème dessert vient de s'offrir un formidable coup de pub à l'occasion de son centenaire. Elle a profité des travaux menés par le Département au sommet du Ventoux pour le rehausser de plus de 100 mètres. Une nouvelle altitude qui permet maintenant au géant de Provence de bénéficier d'une manne européenne inespérée. Et les projets ne manquent pas !

Le Mont Ventoux [avait déjà gagné 1 mètre en septembre dernier](#). C'est [l'IGN \(Institut national de l'information géographique et forestière\)](#) qui avait alors officialisé cette petite poussée de croissance en portant le point supérieur du mont provençal de 1909 à 1910 mètres. Mais cette fois-ci, c'est du lourd : le 'divin sommet', si cher à Jean Giono, a grandi de plus de 111 mètres. 111,08265 mètres exactement selon

Ecrit par le 3 février 2026

la nouvelle altitude mesurée tout récemment par les équipes de Chloé Galibier, responsable du département collecte des données sur le terrain de l'IGN.

« Nous voulions frapper un grand coup. »

« Nous voulions frapper un grand coup à l'occasion du centenaire de la marque de crème dessert Mont Blanc », explique Estelle Peyresourde, responsable marketing [du groupe Mom](#) qui possède également d'autres grandes marques comme Materne, Confipote ou bien encore Pom'Potes et Gloria.

« Les desserts Mont Blanc ont vu le jour en 1921, il nous fallait un nom aussi mythique que le toit de l'Europe pour célébrer ce 100e anniversaire. Très rapidement le Mont Ventoux s'est imposé comme une évidence et ce d'autant plus qu'il va accueillir à nouveau le tour de France cet été. Alors forcément, quand nous avons su que le Conseil départemental de Vaucluse allait réaliser des travaux sur la partie sommitale nous avons sauté sur l'occasion. Ensuite, il a fallu convaincre le Département de porter l'altitude à 2021 pour symboliser ce centenaire. Cela n'a pas été facile, mais nous avons su nous montrer persuasifs. »

« La Crème dessert Mont Ventoux bientôt disponible dans les rayons. »

Pour le Département, dont [le chantier de réaménagement du sommet du Ventoux](#) est déjà engagé depuis bientôt un an, ce partenariat apparaît comme une aubaine. En effet, cet accord avec le groupe Mom lui permet de financer la quasi-totalité des 3,46M€ nécessaires aux travaux et cela sans compter les royalties à venir. En contrepartie, le fabricant de crème dessert se voit autorisé à utiliser le nom 'Mont Ventoux' pendant 99 ans.

« La Crème dessert Mont Ventoux sera donc très bientôt disponible dans les rayons des grandes surfaces, précise la responsable marketing de Mom. Initialement, nous voulions procéder à ce lancement le jour de l'étape du tour de France, mais nous avons dû y renoncer. »

Effectivement, à l'origine l'information devait être dévoilée lors de l'arrivée de la 11e étape du tour de France qui verra le peloton de la plus grande épreuve cycliste du monde gravir le sommet lors [d'une double ascension inédite programmée le 7 juillet prochain](#).

Beau joueur, Christian Prudhomme, le directeur de la grande boucle reconnaît qu'il était « difficile de garder ce secret jusqu'à cette date », mais qu'il aurait « toutefois bien aimé conserver l'exclusivité de cette annonce. »

« Plusieurs milliers de mètre cubes de gravats.»

Rehausser le Ventoux n'a cependant pas été une mince affaire pour les entreprises qui sont intervenues sur ce chantier hors-normes où « les conditions météorologiques peuvent être très difficiles en raison du froid et du vent », explique anonymement Jean-Michel Tourmalet, responsable d'exploitation d'une des

Ecrit par le 3 février 2026

sociétés de BTP ayant participé à ce vaste projet de réaménagement.

Car pour en arriver là, il a fallu remblayer des milliers de mètre cube et déplacer la tour de l'observatoire et son relais de télévision trônant au sommet depuis les années 1970. Le résultat : une montagne qui culmine dorénavant à 2 111,08265 mètres et 2 174 mètres si l'on prend en compte le paratonnerre installée sur ce bâtiment devenu aujourd'hui l'un des signes de reconnaissances du Mont Ventoux.

« Nouveaux partenaires et financements européens »

« Les marges de manœuvre budgétaires de plus en plus réduites des collectivités nous incitent à trouver de nouvelles sources de financement », précise Hicham Izoard, chargé du merchandising au sein de la direction des recherches de budgets annexes du Conseil départemental. « Nous sommes en contact avancé avec la prestigieuse marque de luxe Mont Blanc pour réaliser des stylos Mont Ventoux. Nous étudions aussi la possibilité de commercialiser des petites fioles d'eau de Fontaine de Vaucluse ainsi que des boîtes à souvenirs avec de vraies cigales à l'intérieur. Autant de projets qui devraient rapporter des recettes significatives au Département. »

Mais là où le Conseil départemental a touché le gros lot, c'est qu'en franchissant la barre des 2 000 mètres, le Mont Ventoux peut désormais bénéficier de financements européens destinés au développement des sites touristiques situés en altitude. Et plus une montagne est isolée, plus ces aides sont importantes. Vu la situation du Ventoux, il s'agit d'une manne inespérée s'élevant à plusieurs dizaines de millions d'euros par an. De quoi impulser bon nombre de projets.

« Des canons à neige aromatisés. »

Parmi les initiatives déjà bien engagées figure immanquablement la modernisation de la station de ski du mont Serein. Des canons à neige devraient ainsi faire leur apparition sur les pentes du géant de Provence dès l'hiver prochain. Une opération soutenue, une fois encore, par le groupe Mom : « ces futurs canons à neige seront aromatisés en fonction du niveau de difficulté des pistes : pistache pour les pistes vertes, menthe glacée pour les bleues, fraise pour les rouges et chocolat pour les noires », annonce Estelle Peyresourde.

Pour sa part, le parc aquatique 'Wave Island' à Monteux prévoit la création d'un immense toboggan partant du sommet pour rejoindre directement, 1 500 mètres plus bas, les bassins de la station thermale de Montbrun-les-Bains situé au pied du Ventoux en Drôme provençale.

Plus controversé, certaines associations d'amis de la nature prônent une réintroduction des ours dans le massif du Ventoux. En effet, cet animal était encore présent sur ces pentes aux alentours de l'an mille. Cependant, deux écoles s'affrontent : une, souhaitant la réintroduction d'ours brun sur l'ensemble du massif, et l'autre, privilégiant la présence d'ours brun uniquement dans les forêts et d'ours blanc dans la partie sommitale. Dans tous les cas, les éleveurs d'ovins, qui ont déjà fort à faire avec les loups, s'opposent farouchement à cette éventualité.

Enfin, plus consensuel, le célèbre moine bouddhiste Matthieu Ricard a prévu d'installer une lamaserie dans le bâtiment principal du sommet. Ce monastère tibétain devrait être inauguré par le Dalaï-Lama en

Ecrit par le 3 février 2026

personne au printemps 2022.

« Le retour de la moule des papes ? »

Ce 'flot' d'aides européennes semble avoir donné des idées à d'autres collectivités vauclusiennes en manque de financement. Ainsi, la Ville d'Avignon et le Grand Avignon semblent particulièrement intéressés par les budgets de l'Union européenne consacrés à la préservation des 'Abysses fluviaux' des grands cours d'eau du continent. Des aides attribuées aux zones où les fleuves affichent des profondeurs supérieures à 50 mètres, ce qui n'est pas encore le cas au niveau de la cité des papes (ndlr : la profondeur maximale - plus d'une vingtaine de mètres de profondeur - se situe au pied de la tour Philippe-le-Bel à Villeneuve-lès-Avignon). Toutefois, il est justement prévu de draguer le fond du fleuve-roi à cet endroit pour atteindre cette profondeur. De quoi ensuite obtenir ces fameuses subventions européennes afin de réintroduire des espèces aujourd'hui disparues comme le silure de bois, le poulpe géant du Rhône ou bien encore la célèbre moule des papes.

(vidéo) Intramuros d'Avignon, La Cour des Doms proposera bientôt 68 logements, épisode 1

Ecrit par le 3 février 2026



La Cour des Doms (voir la vidéo en fin d'article) est un projet en passe de révolutionner le cœur de ville avec la renaissance du quartier Banasterie. Ambition ? Faire d'une prison comportant jadis 160 cellules et abandonnée depuis 2003, un quartier prisé et ouvert.

La résidence proposera 68 logements et 73 places de stationnement et compilera lieu intergénérationnel, commerces de proximité, crèche, friche artistique, auberge de jeunesse, espace de co-working, offre de restauration et cabinet médical... Les premiers logements seront livrés fin de cette année.

Au chapitre des finances

Au chapitre des finances, l'ancienne prison Sainte-Anne a été vendue à LC21 à 2,65M€. Ce prix comprend la rétrocession à la Ville de la friche artistique, une fois aménagée et remise à la gestion d'investissement. Cet argent a été investi à hauteur de 1,013M€ pour les travaux de requalification des abords de la Cour des Doms et inscrits au plan pluriannuel d'investissement (PPI). Les 1,5M€ restants ont permis à la Ville de racheter les Bains Pommer.

La ville se construit sur la ville

Le projet aura mis un peu moins de deux décennies pour éclore. Pas facile de trouver des investisseurs pour faire de ce patrimoine architectural au lourd passé une résidence haut de gamme dont les premiers logements seront livrés en décembre 2021. L'emplacement et la vue exceptionnels auront présidé à la destinée de La Cour des Doms, dont chaque logement arborera jardin suspendu ou balcon ou coursive possiblement ornés d'arbres et de plantes grimpantes.

Entre pierres et eaux

Ecrit par le 3 février 2026

Le lieu fiché entre le Rhône et le Palais des Papes s'est transformé pour offrir des fenêtres élargies et parfois créées -car tous les appartements sont traversants-. La cour sera arborée et généreusement végétalisée. Enfin, les murs de l'ancienne prison seront, par endroit, réduits de moitié, voire parfois complètement anéantis côté rue Banasterie. L'ensemble proposera, désormais, 68 logements du T1 au T5 duplex et même un triplex avec stationnements et jardins privatifs.

Réanimer l'intramuros

Le quartier Banasterie se construit un nouvel avenir tout comme l'ont fait les quartiers Trois Faucons/ Saint-Didier, Halles/Bonneterie, Carreterie/Carnot, ou encore les réhabilitations patrimoniales des Tours des cuisines, de la Garde-Robe, des Jardins des Papes, de Saint-Agricol, du Palais du Roure...

Le bâtiment

L'ancien bâtiment pénitentiaire se développe sur une parcelle longue d'environ 140 m pour 60 m de large et offre 10 454 m² environ de surface de plancher. Le bâtiment a été construit pour enfermer des individus ce qui complique sa transformation en lieu de vie ouvert sur son quartier, sur la ville. Le bâtiment n'est pas classé ni inscrit monument historique. La Prison Sainte-Anne est qualifiée dans le PSMV (plan de sauvegarde et de mise en valeur) comme 'immeuble à maintenir dont l'amélioration peut être imposée'.

Son histoire

Création de la Prison Sainte-Anne à l'emplacement de l'hospice des insensés (Maison royale de santé) est envisagée à partir de 1838. 1861- 1862 : les aliénés sont transférés dans un nouvel asile construit au pied de Montdevergues à Montfavet. 1862 : l'architecte du Département Joffroy est chargé du projet de construction d'une prison. 1865 : début des travaux. 1871 : fin des travaux. mars 2003 : désaffectation du site. Transfert de la prison dans le nouveau centre pénitencier du Pontet.

Métamorphose

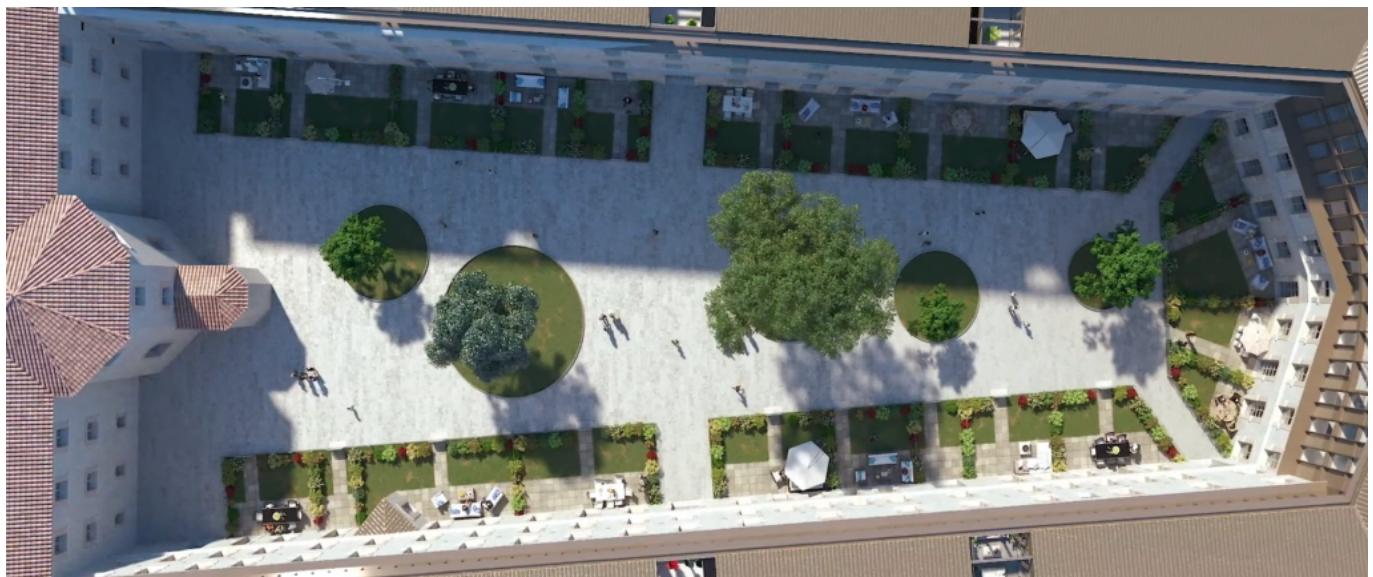
2009 : rachat de la Prison Sainte-Anne par la Ville. 2014, Cécile Helle, Maire d'Avignon, relance le projet d'aménagement urbain. Fin 2015 : lancement d'un appel à projets international portant sur la mise en vente du site, ainsi que sur des propositions d'aménagement urbain. Courant 2016 : 14 candidatures sont examinées. Cinq sont sélectionnées. Juillet 2016 : ouverture de l'exposition *Transformation* durant laquelle les Avignonnais sont invités à découvrir les projets retenus pour la réhabilitation de l'ancienne Prison Sainte-Anne et à s'approprier ce projet. Septembre 2016 : annonce du projet lauréat. Février 2017 : signature d'une promesse de vente entre la Ville d'Avignon et le promoteur LC2I. 27 juin 2018 : signature de l'acte définitif de vente. Janvier 2019 : désamiantage, curage, préparation et installation de chantier. Janvier 2020 : démarrage par l'entreprise Girard des travaux tous corps d'état sur la partie immobilière. Avril 2021 : démarrage des travaux de la partie ERP (Etablissement recevant du public). Décembre 2021 : livraison de la partie immobilière : les logements. Fin 2022 : livraison de la friche artistique.

En détail

Le projet comporte une friche artistique qui sera rétrocédée à la ville. Une auberge de jeunesse de 148 lits, une crèche, un espace de travail collaboratif (coworking), des commerces, 68 logements, un parc de

Ecrit par le 3 février 2026

stationnement de 73 places, un restaurant et un cabinet médical.



© François 1er

Aux manettes

L'entreprise Girard

Aux manettes il y a l'entreprise avignonnaise Girard, spécialisée dans la restauration de monuments historiques. La filiale de Vinci Construction France est un acteur majeur dans la région Sud qui intervient en conception ou réhabilitation de tous types de bâtiments : restructuration lourde, réhabilitation sociale, restauration du patrimoine historique ou de bâtiments anciens, désamiantage. Implanté à Avignon depuis plus d'un siècle et fort d'un savoir-faire dans la valorisation des monuments historiques, Girard mobilise les compétences plurielles de plus de 150 collaborateurs pour accompagner durablement ses clients dans la préservation du patrimoine et contribuer à revitaliser le territoire. **Quelques références ?** les Docks de Marseille, Luma Parc des ateliers à Arles, Fort Saint-Jean / Mucem à Marseille, Archevêché d'Avignon...

Le promoteur LC2I

La Compagnie Immobilière d'Investissement est spécialisée dans la promotion, la maîtrise d'ouvrage déléguée, l'assistance à la maîtrise d'ouvrage, la direction de travaux et la commercialisation. Quelques références ?MOD et co-investisseur pour la réhabilitation des Voutes de la Major à Marseille, la rénovation d'un immeuble classé de 1983 (le Quai), mais aussi dans le cadre des projets de Marseille République et des Bureaux de la Joliette...

Les archis

Les architectes Xavier Fabre et Vincent Speller travaillent ensemble et partagent une agence à Clermont-Ferrand et à Paris depuis 1986. En janvier 2002, ils sont devenus co-gérants de la Sarl Fabre/ Speller. Quelques références ?Théâtre National Populaire de Villeurbanne, Centre Mondial de la Paix à Verdun,

Ecrit par le 3 février 2026

rénovation de l'Opéra de Clermont-Ferrand, réhabilitation de l'Archevêché d'Avignon, réalisation de la reconstitution de la Grotte Chauvet.

Huit et demi

La démarche architecturale de l'Atelier Huit et Demi (pour bureau d'architectes urbanistes associés), créé en 2003, se fonde sur une approche contextuelle tenant compte tout autant de la complexité d'un programme que du caractère singulier d'un site. Les principes de rationalité guident les partis architecturaux ainsi que les choix constructifs adoptés, dans un souci de pérennité des constructions. Quelques références ? Smac d'Aix en Provence, salle de spectacle de Cassis, aménagement d'un théâtre dans une chapelle à Pont-St-Esprit, réhabilitation du Tore et aménagement de l'aqueduc du palais Longchamp de Marseille...



© François1er

Rénovation du quartier de la Banasterie

Les abords du bâtiment

Parallèlement aux travaux de réhabilitation de l'ancienne Prison Sainte-Anne, les abords du bâtiment vont être entièrement réaménagés. En particulier la rue Banasterie jusqu'à la rue Sainte-Anne ainsi que la rue Migrenier. Réseaux, voirie, l'espace public sera totalement revu afin d'offrir aux Avignonnais un espace apaisé et végétalisé conciliant piétons et voitures et mettant en valeur le patrimoine historique du quartier.

Le Parvis de la Chapelle des Pénitents noirs

Des calades en pierre du Rhône seront posées au sol sur le parvis de la chapelle des Pénitents noirs ainsi qu'en pied de façade et le long des rues Banasterie et Migrenier. Les chaussées seront rénovées en enrobé grenailé. L'arrière de la chapelle accueillera un jardinet et du mobilier d'assise. Les espaces piétons et place seront traités en béton désactivé. Des conteneurs à déchets seront enfouis et un arbre

Ecrit par le 3 février 2026

planté rue Migrenier.

Rue du Rempart de la ligne

Des espaces verts seront créés rue du Rempart de la Ligne, le stationnement y sera supprimé et une place personne à mobilité réduite créée ainsi qu'une placette et un jardin ombragé aux abords de la poterne. L'éclairage urbain sera revu pour mettre en valeur la Chapelle des Pénitents noirs, la poterne Banasterie et le puits.

Les travaux de voirie

Août à décembre 2022 : travaux de voirie. Mai à juin 2022 : travaux liés à la borne de la rue du Rempart de la Ligne. Août 2021 : démolitions bâtiments Ville (association et transformateur Enedis). Septembre 2020 : démarrage des travaux de branchements et réseaux secs liés aux programmes immobiliers de la Cour des Doms. Février 2019 : démarrage des travaux de réseaux d'assainissement.

Agroparc : GSE réalise le nouveau siège de Claranor

Ecrit par le 3 février 2026



Claranor, le spécialiste avignonnais de la stérilisation d'emballage grâce à un procédé innovant de lumière pulsée, va se doter d'un nouveau siège répondant aux nouvelles problématiques environnementales réalisé par le groupe GSE.

Le groupe avignonnais [GSE](#) vient de lancer la construction du nouveau siège de [Claranor](#). Imaginé par l'agence [Apside Architecture](#) basée à Valence, ce projet d'une surface totale de 1 800m² conçu comme un bâtiment respectueux de l'environnement propose un espace de 873m² en rez-de-chaussée destiné à la production et un étage de bureaux de 927m². Ce bâtiment possèdera également un parking en sous-sol, une terrasse et un parc de panneaux photovoltaïques de 300m².

Toujours implanté dans la zone d'Agroparc à Avignon, où Claranor est déjà installée chemin de la Rollande, ce nouveau bâtiment de type 'Cecodia' (un concept d'édifices tertiaires écologiques, économiques et confortables lancé par GSE en 2009) intègre des matériaux biosourcés répondant aux problématiques environnementales tout en étant adapté à la croissance de l'entreprise.

A peine commencé, déjà récompensé

A peine débuté, le nouveau siège a déjà obtenu le certificat '[BDM \(Bâtiment durable méditerranéen\)](#) niveau Argent phase conception'. Une confirmation de la labellisation définitive est ensuite prévue en fin

Ecrit par le 3 février 2026

de chantier. « Une belle distinction qui récompense les choix réalisés notamment en termes de matériaux plus écologiques et la gestion du confort thermique, explique GSE. Le projet vise en plus un niveau E3C1 (réduction et compensation des consommations énergétiques par la production d'énergies renouvelables et réduction de l'impact carbone). »

Spécialiste de la stérilisation écologique

Créée en 2004, la société Claranor va consacrer 3M€ à la réalisation de ce nouveau siège qui devrait être opérationnel avant la fin de l'année. L'entreprise dirigée par [Christophe Riedel](#) développe pour les industriels un procédé de stérilisation par lumière pulsée via un flash de lumière intense de 0,3 milliseconde détruisant instantanément les micro-organismes de surface.

L'entreprise conçoit et produit ainsi des équipements de stérilisation d'emballages pour les grands groupes de l'industrie agroalimentaire. En 2020, 450 machines de stérilisation d'emballage Claranor sont en fonctionnement dans le monde, principalement dans les industries des boissons et produits laitiers. Depuis 2018, Claranor est également présent auprès des industries pharmaceutiques et cosmétiques. La société avignonnaise compte plus d'une trentaine de salariés et a réalisé un chiffre d'affaires de 4,33M€ en 2019.

18 millions de m² de locaux pour les entreprises pour GSE

Pour sa part, le groupe GSE fondée en 1976 par deux frères architectes Jean-Pierre et Michel Hugues, est spécialisé dans la conception de projets clés en main. L'entreprise passée début 2019 sous le pavillon du groupe de construction allemand Goldbeck est aujourd'hui dirigé par [Roland Paul](#). Depuis sa création, GSE a réalisé 18 millions de m² d'immobilier pour les entreprises.

La société vauclusienne compte plus de 450 collaborateurs répartis dans 12 implantations en France dont environ 140 travaillent au sein de son siège vauclusien. Le groupe, aussi présent dans 7 autres pays européens ainsi qu'en Chine depuis 23 ans, a réalisé un chiffre d'affaires de 554M€ en 2019.

Tout récemment, GSE a remporté [le grand prix du Simi 2020](#) (Salon de l'immobilier d'entreprise) dans la catégorie 'immobilier logistique' pour la réalisation du centre de conservation 'Arts' situé dans la zone aéroportuaire du Bourget en Seine-Saint-Denis.

Ecrit par le 3 février 2026



Commerce : un deuxième cœur de ville pour Caumont

Ecrit par le 3 février 2026



Avec son projet de réaménagement de l'ancienne caserne des pompiers de la place du marché aux raisins, la nouvelle municipalité n'entend pas se limiter à créer un pôle de commerce de proximité de qualité. Elle souhaite également favoriser la création d'un second cœur de ville, en complément du centre-ancien. Objectif à terme : donner à Caumont tous les atouts pour assurer un développement maîtrisé alors que la commune est idéalement située entre Avignon et Cavaillon, tout étant à proximité immédiate de la zone d'activités d'Agroparc ainsi que de la sortie d'autoroute de l'A7.

La commune de Caumont-sur-Durance va lancer un programme de réaménagement de l'ancienne caserne des pompiers place du marché aux raisins. Le but est d'y créer un lieu accueillant 4 commerces de bouches.

Création d'une Halle gourmande

« Initialement nous envisagions de détruire l'ancienne caserne de pompiers pour y construire à la place une halle commerçante destinée à accueillir de nouveaux commerces sur les territoires de la commune, explique Claude Morel, nouveau maire de Caumont. Depuis, nous avons revu le projet en choisissant plutôt de réaménager l'ancienne caserne ce qui permettra d'accueillir une nouvelle boulangerie artisanale au début de l'automne prochain. »

Ecrit par le 3 février 2026

Privilégiant l'implantation de commerce attractif, la nouvelle équipe municipale a écarté toutes les chaînes de boulangerie ainsi que les terminaux de cuisson parmi les nombreux postulants ayant souhaité venir s'installer sur ce nouvel emplacement.

« Un cahier des charges très sélectif. »

« Nous voulons favoriser l'arrivée de commerçants de qualité, insiste le maire. Il y a donc un cahier des charges très sélectif. Nous avons même procédé à des dégustations à l'aveugle pour retenir les meilleurs candidats. »

Ainsi, en plus de la boulangerie, qui va permettre la création de 5 emplois, la municipalité souhaite aussi l'arrivée d'un boucher-charcutier, d'un primeur et d'un dernier commerce de type fromager ou caviste. De nombreux contacts ont déjà été noués avec des artisans locaux mais d'éventuelles candidatures sont encore possibles.

« En plus du réaménagement de l'ancienne caserne, nous lançons aussi la procédure, avec un concours d'architecte, pour la création de la halle commerçante, annonce Claude Morel. Le cahier des charges prévoit notamment une uniformisation du bâtiment de la future halle avec celui de la boulangerie. »

Espace santé et lieu culturel

Ce projet, estimé à 4M€, devrait être financé à hauteur de 50% grâce à différentes aides espérées de l'Etat, du Grand Avignon, du Département, de la Drac (Direction régionale des affaires culturelles)...

Si le projet initial ne prévoyait qu'un simple plain-pied destiné à abriter la halle commerçante, la nouvelle extension devrait finalement compter 2 étages afin de davantage s'intégrer à l'ancienne caserne existante. Le premier étage devrait accueillir un cabinet médical et le second devrait être consacré à la culture avec une médiathèque et salle de musique notamment.

« L'actuel cabinet médical n'est plus adapté et c'était l'un des sujets centraux de la campagne, complète l'élue caumontois. Pour l'espace médical, qui comptera aussi un kiné et un dentiste, nous avons trouvé un 3^e généraliste. » De plus, la pharmacie va également se rapprocher de la place.

Développer un commerce de proximité

« Tout cela répond à un besoin de développer un commerce de proximité, poursuit Claude Morel. Et c'est encore plus flagrant avec la crise du Covid. Pour autant, il ne faut pas faire n'importe quoi. Pendant des années on s'est obstiné à mettre des commerces près de la mairie alors que les clients veulent pouvoir se garer au plus près. Ils choisissent donc plutôt les grandes surfaces et ne font plus leur achat dans le cœur de village où il y a moins en moins de commerces. Il reste une boulangerie et une épicerie de village vient de rouvrir. Par ailleurs, nous avons une excellente poissonnerie qui attire du monde de loin. Cela prouve bien que lorsque l'on propose de la qualité la fréquentation est au rendez-vous. C'est ce que nous voulons proposer avec notre projet. »

Ecrit par le 3 février 2026

« Redessiner le village avec un nouveau lieu de vie. »

« Pour nous, il s'agit d'un projet phare qui doit permettre de créer du lien entre le village et les nouveaux quartiers qui se sont développés en périphérie. Ainsi ce dossier va au-delà de la seule création d'une halle. Il vise à redessiner le village, de le moderniser tout en lui conservant son identité. L'idée est déplacer le centre actuel -autour de la mairie- vers la place du marché aux raisins qui deviendrait le centre de la vie commerciale, scolaire et culturelle du village. »

En plus des locaux destinés à accueillir les nouveaux commerces et services, le projet prévoit également un réaménagement paysager de la place tout en portant la capacité de stationnement de 100 à 150 places. Il est aussi prévu une réorganisation des accès ainsi qu'une sécurisation de la route jusqu'au centre commercial de la route de Gadagne intégrant notamment un rétrécissement de la chaussée et la création d'espace pouvant accueillir les piétons et les vélos.

Miser sur une complémentarité avec le centre ancien

« Avec les deux écoles situées à proximité, cette place doit devenir un nouveau cœur commercial relié vers les nouveaux quartiers par des cheminements doux via le chemin de la Loge », espère le maire également vice-président du Grand Avignon délégué aux spectacles vivants.

Ce dernier pense aussi que ce projet devrait bénéficier au cœur historique du village : « autour de la mairie, seraient concentrés les services administratifs, les services à la population. Ces deux zones seront reliées par un cheminement piéton et vélo ».

Il ne s'agit donc pas de remplacer le centre actuel mais de le compléter avec un lieu facilement accessible pour les achats de bouches notamment. Le centre ancien se recentrant sur les services comme le coiffeur, les restaurants...

« Le marché restera en centre-ville, complète Claude Morel. Nous avons aussi prévu de réhabiliter le parking situé sur la place Maurice-Baux (200 places environ) en y installant l'éclairage et la vidéosurveillance afin d'inciter les habitants du centre à s'y garer pour libérer celui de la place du marché aux raisins.

« Un projet qui s'inscrit dans une réflexion globale. »

« Tous ces projets s'inscrivent dans une réflexion globale d'aménagement de notre village. Notre but est d'éviter de devenir un 'village dortoir'. Nous avons connu un urbanisme galopant mais pas organisé, regrette le maire. Nous comptions un peu plus de 3500 habitants à la fin des années 1980. Aujourd'hui, nous sommes plus de 5 000. »

Longtemps tiraillé entre Avignon et Cavaillon, Caumont fait aujourd'hui partie de la communauté d'agglomération du Grand Avignon. Pourtant, jusqu'en 2016 la commune était encore rattachée à la circonscription d'Apt.

« Ici on va au collège à Cavaillon et au lycée à Avignon, constate Claude Morel. Aujourd'hui nous sommes

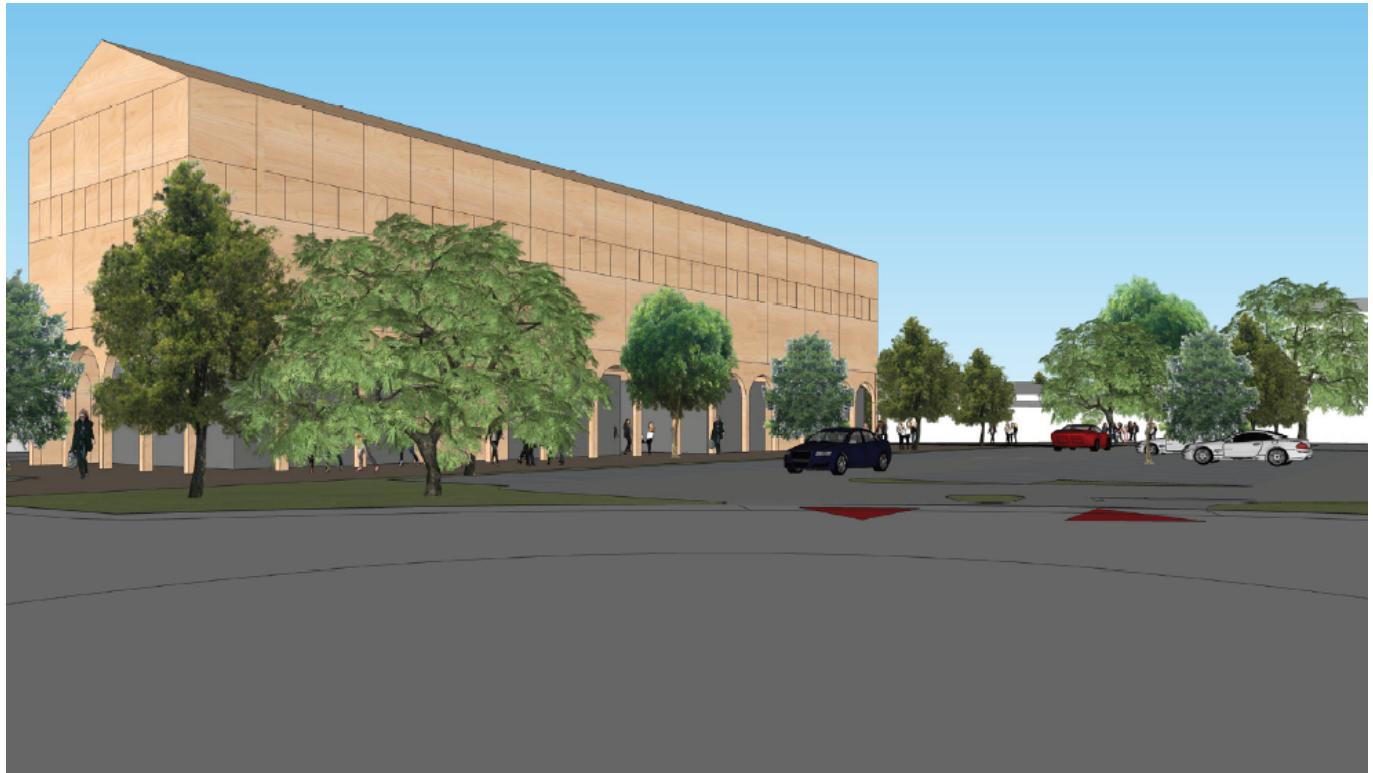
Ecrit par le 3 février 2026

indéniablement dans le bassin de vie d'Avignon et les nouvelles générations qui s'installent chez nous sont aussi tournées vers ce territoire économique. Caumont est idéalement placé, à quelques minutes de la zone d'activités d'Agroparc et à proximité immédiate de la bretelle d'autoroute de l'A7 à Avignon-Sud. Nous ne manquons pas d'atouts, cependant je compte aussi sur l'agglomération pour faciliter cette intégration, particulièrement en matière d'offre de transport. »



Claude Morel, nouveau maire de Caumont-sur-Durance.

Ecrit par le 3 février 2026



Même si le projet doit encore évoluer, voici une autre vue du projet des futures halles de Caumont.

La fin du village ?

Ecrit par le 3 février 2026



Tout se mondialise, tout s'urbanise mais le village s'éternise dans l'imaginaire des français entre mythes et réalités. Comment cette ruralité dont on nous parle lorsqu'elle perd ses écoles, ses commerces et ses habitants s'organise-t-elle pour proposer un projet de vie en commun ? Brantes, Crillon-le-Brave et Villes-sur-Auzon : trois exemples vauclusiens qui soulignent les enjeux humains et territoriaux des stratégies de survie et d'attractivité de « smart villages »...

1h15 d'Avignon, voici Brantes et son paysage escarpé qui se déploie. « Au premier plan, on voit les oliviers et amandiers, plus haut les lavandes, puis les pins et enfin le sommet rocheux et abrupte de la face nord du mont Ventoux ». Ainsi croqué par son maire, le village est une carte postale.

Roland Ruegg approuve. « Nous avons un paradis devant les yeux ». Mais que faire pour qu'il ne nous passe pas sous le nez ? Brantes a essuyé une attaque de loup, fin mars. Trois brebis en ont fait les frais. Nous voilà ainsi dans une vraie ruralité où l'homme est face à la nature. Au plus haut, Brantes compte près de 500 habitants (1835) et, au plus bas, environ 60 dans les années 1990. « Depuis, nous avons regagné des habitants. La population hivernale est actuellement de 90 personnes. Et elle triple en été, sachant que 60% de notre parc immobilier est maintenant composé de résidences secondaires ».

Pas de heurts entre ces populations, même si le prix des terrains à bâtir est attractif pour les

Ecrit par le 3 février 2026

ressortissants de l'Europe du Nord. « Une part de notre identité change, mais nous conservons une vraie structure villageoise au sein d'une nature sauvage qui amène des projets ». Une bergère s'est installée, une bière de Brantes a vu le jour cette année grâce à un citoyen de sa Majesté. Et puis il y a toujours, dans le fil de la tradition, potier, faïencier, ferronnier. On voudrait aussi permettre à d'autres artisans de s'installer. Un élevage de chèvres serait le bienvenu. Le loup complique la viabilité économique du projet, parce qu'il faut traire matin et soir et de surcroît garder un œil attentif sur le troupeau. Mais le loup est aussi un indéniable « label d'authenticité » dans un village où les estivants restent souvent le nez collé à leurs portables. On est donc entrés dans l'ère du « en même temps ». Un véritable défi pour les élus et acteurs des espaces ruraux, qui ont un rapport affectif avec leur territoire.

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

Accès des services au public : où en est-on ?

Un millier de personnes a répondu à une enquête du Conseil départemental de Vaucluse visant à identifier les difficultés de la population vauclusienne en matière d'accès aux services jugés essentiels pour la vie quotidienne de tous. Un diagnostic a été dressé, contribuant à proposer des solutions pour les territoires et un plan de mutualisation dans le cadre d'un Schéma départemental d'amélioration de l'accessibilité des services au public (SDAASP) voulu par la loi (août 2015) et présenté en mars 2018.

■ Que disent les citoyens ?

Plus de 40% pensent que les pharmacies, boulangeries, alimentations, écoles et stations-services sont très accessibles.

80% des usagers utilisent un véhicule motorisé pour accéder aux services dont ils ont besoin. Le temps d'accès moyen à un pôle de service

est de moins de trois minutes, contre 7, selon la « norme acceptable ». Pour une personne sur deux, le coût d'accès aux services publics ou privés dans la vie quotidienne représente une contrainte.

■ Que propose ce Schéma ?

- Une garantie d'accès aux droits sociaux pour les publics fragiles, l'accompagnement des personnes âgées et handicapées.
- L'assurance d'une couverture numérique adaptée aux usages des populations.
- Développer une offre de mobilité en lien avec le besoin d'accessibilité des services au public.
- Maintenir une offre de santé de proximité, notamment avec les maisons de santé pluridisciplinaires.

Comment sauver les meubles ?

Pour préserver l'attractivité d'un territoire, il s'agit non seulement d'être combatif, mais innovant.

Fin 2016, Roland Ruegg apprend que 16 classes vont être fermées dans le Vaucluse et que sa commune, en zone rurale de montagne, va perdre sa classe unique. C'est un drame. Sans enfants, pas d'avenir. « Nous avons obtenu le soutien d'autres maires du département et de sénateurs pour garder l'école. L'année prochaine nous aurons 12 enfants, dont la moitié en maternelle. Nous sommes rassurés. L'annonce d'un début de scolarité obligatoire à 3 ans est un gage de pérennité ». Un pur ballon d'oxygène dans cette ruralité qui cherche à se réinventer. Car il ne suffit pas de sauver les meubles, encore faut-il une stratégie.

En l'occurrence permettre à des jeunes parents de s'installer sans compromettre le cachet du village. Eh oui, on est loin d'être dans le désert !

Les espaces naturels couvrent 90% de l'arrière-pays vauclusien qui gagne de la population au rythme de 1 % par an depuis le début de la décennie, un peu moins de 0,5% sur l'intercommunalité de Brantes. Autour de ce nid d'aigle à l'habitat ramassé, le risque de sacrifier de trop rares terres arables ou de

Ecrit par le 3 février 2026

pâture est bien réel. « C'est toujours au moment du vote du PLU que l'on perd des voix », constate Roland Ruegg dont la commune est rattachée à une zone « Natura 2000 » et au Ventoux, réserve de biosphère pour l'Unesco.

Un atout pour empêcher l'artificialisation du paysage et la fin du village. C'est ce qui a failli arriver à Crillon-le-Brave, à une dizaine de kilomètres de Carpentras et à 25 minutes du bassin d'emploi d'Avignon. Une vue splendide cette fois située au pied versant sud du Géant de Provence et des dentelles de Montmirail qui lui vaut la présence d'un Relais et Château et une heureuse restauration du cœur du village.

Zéro commerce en 2010 : la grande distribution a tout pompé. Guy Girard est furieux contre ce système de désertification. « Comment faire revenir la vie dans le village ? On a d'abord préempté une propriété pour permettre l'installation d'un Bistrot de pays. Les gens ont joué le jeu. Mais on faisait aussi le constat d'une offre privée qui ne pouvait pas se développer ». Trop de saisonnalité, un rendement aléatoire, des retours sur investissements à planifier à très long terme : « les gens préféraient investir au cœur des zones de chalandise même s'il ne s'y passe vraiment pas grand-chose en dehors des transactions commerciales », tance M.Girard.

Impossible de lutter ? Non, car Crillon amorce son essor démographique au rythme de 5% par an. En 2014, la mairie achète une maison de village en plein centre. Elle veut créer un « four à bois » traditionnel, instrument par excellence d'une convivialité villageoise à retrouver de toute urgence...

Ce sera une boulangerie. Mais pas n'importe laquelle. La mairie met 250 000 euros sur la table. Pétrin à bras plongeants, four biomasse à sole tournante - le premier du Vaucluse - le projet prévoit un équipement très qualitatif « quatre à cinq fois plus onéreux » que pour une boulangerie ordinaire. Et un logement au dessus du local. Le tout pour 600 euros de loyer par mois et un investissement de 15 000 euros pour le professionnel. « On a reçu 30 candidatures ! Il faut dire que les banques ne sont pas tendres avec les métiers de bouche. Il faut pour obtenir un crédit de 200 000 euros et une ligne de trésorerie présenter 300 000 euros de garanties », peste Guy Girard. Plus d'un quart des 150 communes du Vaucluse n'ont plus de boulangeries. Celle de Crillon-le-Brave (600 habitants) ouvre pourtant en juillet 2017. « Ca fonctionne très bien avec un très beau chiffre d'affaires et un succès qui va bien au-delà de la commune », s'enflamme le maire qui enchaîne sur la création d'une petite épicerie. « Partis de zéro, le village répond à l'attente de convivialité et de rencontre des habitants et nouveaux venus ». Pas moins de 40 constructions en neuf et en résidence principale sur le feu et une petite population de télétravailleurs qui pointe le nez : Crillon fait figure d'exemple, celui d'un « bourg centre » qui offre une vraie « qualité de vie » au plus près des pôles d'emploi et de services urbains. Une stratégie qui marche. Le maire a été réélu, en 2014, avec 80% des voix.

Ecrit par le 3 février 2026

La Région veut bosser avec ses maires

Les outils de financement des communes ont été « revus et modernisés ». Pour les présenter, le Conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur a organisé la première convention annuelle des maires du territoire à Marseille en faisant la promotion du 'plan climat' et des subsides européens.

Se servir de la région comme « bras armé du développement des territoires », voilà la proposition de Renaud Muselier faite au millier de maires élus par les 5 millions d'habitants de notre région. L'idée est de créer une convention annuelle pour renforcer les échanges avec ces élus dont la commune semble être le cadre idéal du lien et de l'action politique contemporaine, plébiscité par les deux tiers des citoyens. Un vrai levier pour mettre en avant le rôle d'accompagnateur du développement de l'institution régionale qui s'appuie sur le fonds régional d'aménagement du territoire (Frat) doté de 8M€ par an, au service de toutes les communes régionales portant un projet d'aménagement ou d'équipement.

Chaque année, celles-ci peuvent déposer un dossier (au plus tard le 30 juin) pour prétendre à 200 000€ de financement par le Conseil régional ; les communes de moins de 1 250 habitants ayant droit à un second projet financé à hauteur de 12 000€. Chaque projet est subventionné à hauteur de 30% du maximum de la dépense prévue pour le foncier et le bâti public mais aussi pour établir des commerces ou des 'Bistrots de pays'.

En février 2015, un autre dispositif, le Contrat régional d'équilibre territorial (Cret) avait également permis sur la période 2015-2017 de proposer 400M€ au service de l'aménagement du territoire dont une enveloppe financière vauclusienne d'une trentaine de millions : 14M€ (Grand Avignon), 8,1M€ (Ventoux) et 7,7M€ (Luberon).

■ Déjà 749 communes accompagnées

« Grâce à ces deux outils, nous avons ainsi pu accompagner plus de 749 communes sur les 961 que compte notre territoire », souligne Renaud Muselier dont le nouveau combat est le 'Plan climat' de 370M€ qui permettra à Provence-Alpes-Côte d'Azur de devenir la première région d'Europe à appliquer les accords de la 'COP 21' s'agissant des bâtiments durables, du développement des énergies renouvelables, de l'amélioration de la gestion des déchets et de la préservation de la biodiversité. Autant de projets locaux qui s'articulent bien avec un cadre européen favorable au développement durable.

Et le président de la Région de se féliciter d'avoir déjà atteint et dépassé l'objectif de 2 milliards d'euros de fonds européens à horizon 2021 qui avait été fixé au début de la mandature. Avant d'inviter l'ensemble des maires à s'y intéresser. Et notamment ceux du Vaucluse où 200M€ ont pu être investis grâce à cette mobilisation inattendue de subsides européens.

H.T.

Cesser de croire à une érosion inéluctable

Dernier exemple, celui de Villes-sur-Auzon (1350 habitants), première commune du Vaucluse à reprendre une station service de distribution de carburant en régie municipale. La problématique est au cœur de l'élection municipale de 2014, gagnée par Frédéric Rouet, promoteur de l'initiative de la dernière chance car la station, ayant été rachetée par la municipalité dans les années 90, n'avait plus de gérant depuis un an.

Ecrit par le 3 février 2026

L'affaire est pliée en quatre mois. Le temps d'une mise aux normes et d'un complète automatisation pour 70 000 euros, dont 12 000 sont pris en charge par une subvention du Fonds d'intervention pour les services, l'artisanat et le commerce (Fisac). Située sur l'axe Carpentras - Sault, la pompe fait le plein. « Entre 500 000 et 700 000 euros de chiffres d'affaires qui vont dans nos caisses. Depuis quatre ans, nous n'avons plus besoin des banques pour financer notre ligne de trésorerie. Nous faisons aussi un bénéfice (40 000 euros en 2015) bien utile pour compenser les baisses de dotations» qui, pour la première fois depuis huit ans, se sont stabilisées en 2018 selon le Président de la République. « Malgré l'augmentation de la dotation globale de fonctionnement, 22 000 communes, dont de nombreuses petites villes, subissent en 2018 une baisse de leur dotation forfaitaire», tempère l'Association des petites villes de France.

La mairie n'est pas trop gourmande : entre 10 et 13 centimes de marge au litre. Mais l'automobiliste s'épargne un trajet d'une dizaine de kilomètres aller simple pour s'approvisionner à meilleur prix. « C'est un élément important qui conforte aussi l'attractivité du village doté d'une cave coopérative, de quatre restaurants, une petite vingtaine de commerces et un camping», ajoute le maire qui continue sur cette politique de service.

« En octobre dernier, nous avons inauguré notre agence postale communale qui fonctionne 6j/7 et 25 heures par semaine au sein de la mairie, soit le double de ce que proposait le groupe La Posta avant son départ de la commune. Nous proposons les mêmes services, mais des retraits d'argent plafonnés à 350 euros par semaine. Les gens ont l'air contents », estime l'édile qui bénéficie d'une aide du groupe La Poste d'environ 1100 euros par poste. « On a aussi repris les anciens locaux de La Poste (120 m²) pour y créer deux cabinets médicaux de généralistes. Nous finalisons un accord avec un jeune en fin d'études présenté par notre praticien actuel. Il pourra s'installer dans notre village qui représente un potentiel de 2000 patients. »

Il faut donc cesser de croire à une érosion inéluctable précipitant la disparition de notre terroir. On voit bien que des stratégies se mettent en place et qu'il ne faut plus tout attendre de la puissance publique.

Dès 2015, les « maisons de service public » ont été remplacées par des Maisons de service *au public* (voir encadré) regroupent missionnaires de service publics relevant de l'Etat, des collectivités ou de l'Administration et opérateurs de services privés (commerces alimentaires, bureau de tabac, etc.). L'offre de service globale, sur mesure, peut être organisée sous un même toit ou de manière itinérante ou encore selon des modes d'accès dématérialisés. Il en existe 8 en Vaucluse (un millier en France) : Mérindol (2016), Sablet, Maubec, Cucuron, la Bastide-des-Jourdans, Sault, Mormoiron et Carpentras.

Les implantations postales sont souvent les plateformes de cette mutualisation de moyens humains, physiques et numériques comme à Mormoiron, à quelques encabluures de Villes-sur-Auzon. La Poste accueille depuis mi-avril des permanences de la Direction départementale des Finances Publiques de Vaucluse durant les campagnes de déclaration et de paiement des impôts. C'est utile et ça concerne les 12 000 contribuables qui relevaient de la perception de Mormoiron. Pour le reste, il faudra compter sur le numérique...

Ecrit par le 3 février 2026



Vers un recul de la Poste ?

Face au risque de fermeture d'une quarantaine de bureaux de Poste dans le département, le Conseil départemental de Vaucluse a voté, en juillet 2017, une motion « relative au maintien des services publics de la Poste sur le département ». En effet, dans le cadre de l'adaptation de son réseau aux évolutions techniques et économiques, la Poste envisage des fermetures sèches, des réductions d'horaires d'ouverture ou des transformations de bureaux de plein exercice en 'Point de contact' pour 4 000 bureaux d'ici 2020 sur l'ensemble du territoire national. Demandant en réaction un moratoire sur tous les projets de fermeture ou de changement, le Département « souhaite que les bureaux de Poste de plein exercice soient maintenus sur le territoire avec un personnel suffisant pour assurer le service public 6 jours sur 7. Les services publics de proximité sont au cœur du pacte républicain et de la cohésion de notre société, insiste le Conseil départemental de Vaucluse qui rappelle que, historiquement, la Poste est, avec les mairies, le service public de proximité auquel les usagers sont le plus attachés. » Craignant que ces restructurations ne répondent aux besoins des usagers du service public dans leur diversité, qu'ils soient précaires, actifs, personnes âgées, en situation de handicap, le Département estime que la Poste « ne peut ainsi reléguer au second plan ses missions de service public ».

Vers un écosystème digital rural ?

On a tous pleuré à chaudes larmes sur la disparition des cabines téléphoniques, bien qu'horriblement chères. Qui sait aujourd'hui que l'Union Européenne ouvre en mai 2018 les inscriptions de la première des quatre vagues du programme « Wifi4EU » qui apportera un financement de 15 000 € aux communes rurales candidates pour installer dans un lieu public un accès wifi gratuit ? 1000 communes seront retenues selon le principe premier arrivé, premier servi.

Ecrit par le 3 février 2026

Les touristes de Brantes pourraient ainsi dévorer leur ration quotidienne de « méga-octects » via portables et tablettes. Mais les villageois pourraient aussi y trouver leur compte, comme le démontre « Ruralitic », un forum national qui œuvre afin d'aider et de conseiller les agglomérations rurales qui ont décidé de se tourner vers le numérique. Soutenu par des partenaires de premier plan (Caisse des Dépôts, Orange, SFR, Nokia ou encore Enedis) et plus de 150 élus, cette vitrine propose des solutions pour mieux connecter les habitants entre eux et leur permettre déclencher de nombreux projets numériques participatifs que ce soit en matière d'économie, de santé, ou d'accès à l'éducation.

Un « smart village » où l'on gère mieux en commun les ressources dans le cadre d'un projet d'avenir.

H.T.

Ces services qui disparaissent et ceux qui reviennent

Violès

Cela fait 3 ans qu'élus, commerçants et habitants se mobilisent pour la remise en fonction de l'unique Distributeur automatique de billets (Dab) du village forcé à la voiture bâlier en avril 2015. Malgré les pétitions (près de 1 100 personnes sur 1 649 habitants!), le Crédit agricole fait toujours la sourde oreille arguant l'insécurité qui règne à Violès en prétextant plusieurs cas de vandalisme ces dernières années.

Vedène

Le 30 avril 2015, l'unique station-service du centre-ville ferme ses portes. Elle laissera la place à un programme immobilier de logement.

Sivergues

Mai 2016, Gisèle Martin, maire de Sivergues pousse un coup de gueule contre l'isolement téléphonique de la quarantaine d'habitants de sa commune. Pas d'antenne-relais alors que le village fait partie des 268 communes recensées par le programme national de résorption des zones blanches. Pire même, les lignes fixes aériennes sont parfois coupées jusqu'à 15 jours avant que l'opérateur n'intervienne. C'est pour cette raison que le village s'est mobilisé afin de conserver son unique cabine téléphonique qui devrait disparaître dans le cadre de la suppression par Orange des dernières cabines encore en fonction en France (voir encadré ci-contre). Des difficultés également rencontrées par le village voisin de Buoux. Les deux communes devraient cependant conserver leur cabine quelques mois de plus, histoire qu'Orange trouve enfin une solution.

Gigondas

Le bureau de Poste a fermé ses portes le 28 février 2017. Depuis, c'est l'épicerie locale du centre de ce village de 550 habitants qui, avec le soutien de la commune, est devenue un point-relais proposant l'essentiel des services postaux. Quant au bureau de poste, il a cédé la place à un projet de bar-restaurant.

Mérindol

Juillet 2016, la première Maison de services au public (MSAP) de Vaucluse ouvre à Mérindol. Un espace qui va permettre à ce village du Luberon de près de 2000 habitants de bénéficier de l'ensemble des

Ecrit par le 3 février 2026

services de La Poste (courrier, colis, Banque postale, téléphonie) ainsi d'un accès aux services en ligne de Pôle emploi, de la Carsat (Caisses d'assurance retraite et de la santé au travail) et de la MSA (Mutuelle sociale agricole). Depuis, 7 autres Maison de services au public ont vu le jour à Cucuron, La Bastide-des-Jourdans, Maubec, Mormoiron, Sablet, Sault et Carpentras.

Suzette

En juin dernier, la commune de Suzette inaugure le restaurant 'Le temps des cerises'. Un projet municipal mené dans le cadre d'une Délégation de service public (DSP) gérée par une association car le restaurant fait partie du domaine public. Après évaluation des différents candidats c'est une commission d'attribution qui a désigné les occupants en fonction de leurs capacités professionnelles, leur expérience et leur solvabilité. Auparavant, il a cependant fallu rénover l'établissement qui a ainsi bénéficié de 31700€ HT de travaux, dont 15500€ apportés par le fonds de concours exceptionnel destiné à soutenir les projets d'investissement de proximité de la Cova (Communauté d'agglomération Ventoux-Comtat Venaissin), qui a également appuyé le projet en assurant la maîtrise d'ouvrage de la DSP. Outre le restaurant, cet espace, qui vise à redynamiser le village, propose également des activités de traiteur, des plats à emporter, un coin presse, un dépôt de pain ainsi que des services de proximité. A terme, il accueillera aussi des activités culturelles et festives.

Sainte-Cécile-les-Vignes

La commune a acquis en fin d'année au Conseil départemental de Vaucluse un terrain de 1625m². Une parcelle qui devrait être cédée à un investisseur privé afin d'aménager une station-service, un portique de lavage et un lavomatic.

Mormoiron/Méthamis

Avec la fermeture, depuis le 1er janvier dernier, de la Trésorerie de Mormoiron ce sont près de 12 500 contribuables qui doivent désormais se rendre à la perception de Carpentras. Une situation que dénonce notamment Claude Pagès, le maire de Méthamis (419 habitants), qui s'oppose à cette disparition après celle de la Trésorerie de Sault il y a quelques années déjà. Déplorant la création d'un désert administratif, sa commune a pris une délibération contre cette fermeture et incite les 14 villages dépendant de l'ancien établissement de Mormoiron à faire de même.

Villedieu

En début d'année, la commune a lancé une opération de collecte de fonds via le site internet de la Fondation du patrimoine. Objectif: restaurer la façade du Café du centre, un établissement existant depuis plus de 150 ans. Auparavant, la municipalité a procédé, pour 300000€ à une partie de la rénovation de ce bâtiment qui constitue un élément de dynamisation de l'activité du coeur du village.